

Direction générale  
de l'alimentation

Sous-direction de la  
qualité et de la protection  
des végétaux

Bureau de la  
réglementation et de la  
mise sur le marché des  
intrants

Dossier suivi par : ML

Réf : 2010035RCOM09147



NUFARM S.A  
28, boulevard Z. Camélinat  
BP 75  
92233 GENNEVILLIERS CEDEX  
FRANCE

Paris, le 28 MARS 2013

**Objet : Lettre de décision**

Madame, Monsieur,

Par courrier en date du 13/02/2013 je vous notifiais mon intention de prendre une décision de retrait de la mention « emploi autorisé dans les jardins » pour le produit phytopharmaceutique NOVERTEX N dans le cadre du réexamen communautaire. En l'absence d'observation de votre part, vous trouverez ci-joint la décision de réexamen communautaire faisant suite à l'approbation des substances actives mecoprop-p, dichlorprop p et mcpa au niveau européen, qui retire la mention « emploi autorisé dans les jardins » (compte tenu des risques en cas d'utilisation par des amateurs) pour le produit :

**N° Intrant : 2010035 - NOVERTEX N**

**AMM n° 2010035**

(ce n° intrant et ce nom sont à rappeler dans chaque correspondance concernant ce dossier)

Je vous demande de fournir à l'Anses d'ici au 31 décembre 2014 :

- l'étude de la stabilité de la préparation après 2 ans de stockage à température ambiante
- la teneur en phénols libres après 2 ans de stockage à température ambiante
- une étude d'adsorption réalisée selon les lignes directrices de l'OCDE 106 pour le métabolite 2,4-dichlorophénol.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation du Directeur général de  
l'alimentation, l'ICPEF, Sous-directeur de la qualité et de la  
protection des végétaux,

Robert TESSIER

Conformément aux dispositions du chapitre III du titre V du livre II de la partie législative du Code Rural et des textes pris pour son application, les décisions suivantes ont été arrêtées dans les conditions ci-dessous :

## Descriptif de l'Intrant

N°intrant : 2010035 Nom commercial : **NOVERTEX N**

Produits Phytopharmaceutiques  
N° AMM : 2010035

Date prévisionnelle de renouvellement : 2017

Firme détentrice : NUFARM S.A

Type commercial : Produit de référence

Composition : Mecoprop-p (sel d'amine) 100 G/L+Dichlorprop p (sel d'amine) 100 G/L+Mcpa (sel d'amine) 200 G/L

Vu l'avis de l'Anses 2009-0822 du 17 décembre 2012

**Motifs de la décision :** décision de réexamen communautaire avec retrait de la mention « emploi autorisé dans les jardins »

### Conditions d'emploi :

- Port de protection oculaire pendant la préparation de la bouillie
- Attendre le séchage complet de la zone traitée ou des plantes avant leur manipulation
- Ne pas traiter sur un terrain risquant un entraînement vers un point d'eau: ruisseau, étang, mare, puits... en particulier si le terrain est en pente
- Eviter toute dérive de pulvérisation et de ruissellement vers les plantes voisines.

## Dénominations commerciales

NOVERTEX N, GREEN TURF 7

## Classement

Classement Tox.	N	dangereux pour l'environnement
Classement Tox.	Xi	IRRITANT
Phr. Risque	R41	RISQUE DE LESIONS OCULAIRES GRAVES
Phr. Risque	R50/53	TRES TOXIQUE POUR LES ORGANISMES AQUATIQUES, PEUT ENTRAINER DES EFFETS NEFASTES A LONG TERME POUR L'ENVIRONNEMENT AQUATIQUE.
Phr. Prudence	SPE3	POUR PROTEGER LES ORGANISMES AQUATIQUES RESPECTER UNE ZONE NON TRAITÉE DE 5 M PAR RAPPORT AUX POINTS D'EAU
Phr. Prudence		VOIR ARRETES APPROPRIES SUR LES CLASSEMENTS ET L'ETIQUETAGE POUR LES CONSEILS DE PRUDENCE

## Mention

Retiré      Emploi autorisé dans les jardins

## Liste des usages rattachés

USAGE      **18505901 - GAZONS DE GRAMINEES \* DESHERBAGE**

Dose d'emploi      4 L/HA

Décision      AUTORISATION MISE SUR LE MARCHE

Max. Apport 1      ZNT : 5 m

Cond. Emp.

Autorisé à la dose de 4 L/ha sur gazons installés pour une application du 1er mars au 15 septembre

Autorisé à la dose de 2 L/ha sur jeunes gazons pour une application du 1er mars au 1er septembre

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

28 MARS 2013

Pour le Ministre et par délégation du Directeur général de  
l'alimentation, l'ICPEF, Sous-directeur de la qualité et de la  
protection des végétaux,



Robert TESSIER